

LA NATION  
MODERNE, CORPS,  
POLITIQUE ET  
COMMUNAUTÉ  
CULTURELLE.  
CONSEQUENCES  
ET PROBLÈMES ACTUELS.  
Anne-Marie Thiesse

SEMINARIO INTERDISCIPLINAR

O(s) sentido(s) da(s) cultura(s)

Un diálogo aberto sobre o presente e futuro da Cultura

*Coordinado por Ramón Maiz*



CONSELLO  
DA CULTURA  
GALEGA



# LA NATION MODERNE, CORPS, POLITIQUE ET COMMUNAUTÉ CULTURELLE. CONSEQUENCES ET PROBLÈMES ACTUELS.

*Anne-Marie Thiesse*

SEMINARIO INTERDISCIPLINAR

O(s) sentido(s) da(s) cultura(s)

Un diálogo aberto sobre o presente e futuro da Cultura

*Coordinado por Ramón Maiz*

Tradución ao galego de Cristina Río López

Consulta os materiais:

<http://www.consellodacultura.org/sentidos/>

HORA E LUGAR:

Xoves, 24 de abril de 2008

17:00 horas

Consello da Cultura Galega

Crear cultura,  
imaxinar país



Vinte e cinco anos  
do Consello  
da Cultura Galega

Consello da Cultura Galega  
Pazo de Raxoi, 2º andar  
15705 Santiago de Compostela - Galicia  
Tfno.: 981 957202 | Fax: 981 957205  
[actividades@consellodacultura.org](mailto:actividades@consellodacultura.org)

## Anne-Marie Thiesse

É directora de investigación do Centre National de la Recherche Scientifique, París, desde 1991. Despois de estudar na École Normale Supérieure, graduouse na universidade de París-III en 1981, e obtivo unha praza no CNRS como investigadora. O seu equipo de investigación colabora coa École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS). Os seus temas principais de investigación son a historia e socioloxía da cultura. É autora do libro *A creación das identidades nacionais*, referente á construción das identidades rexionais e nacionais no continente europeo.



---

# LA NATION MODERNE, CORPS, POLITIQUE ET COMMUNAUTÉ CULTURELLE. CONSEQUENCES ET PROBLÈMES ACTUELS.

*par Anne-Marie Thiesse*

---

## **La formation des identités nationales en Europe**

La question nationale, en notre début de XXI<sup>e</sup> siècle, soulève de nombreuses interrogations. Deux phénomènes apparemment contradictoires coexistent aujourd'hui. D'une part la globalisation semble menacer les Etats-nations, en tout cas mettre en question leur rôle traditionnel dans les domaines politiques, économiques et sociaux. Mais d'autre part il y a la réactivation de la question nationale et la résurgence des nationalismes aux multiples aspects. Cela se marque d'abord par l'apparition récente de nouveaux États-nations, notamment à la suite de la dislocation de l'URSS et de la Yougoslavie. C'est aussi la multiplication de revendications autonomistes ou sécessionnistes dans des États-nations déjà

constitués. Il faut aussi souligner l'importance de la question de l'identité nationale dans les débats politiques contemporains. Même dans les « vieux » États-nations de l'Europe occidentale, l'identité nationale est devenue progressivement, depuis 20 ans, une thématique majeure de l'espace public et elle n'est plus l'apanage de l'extrême-droite nationaliste. Cette identité nationale est supposée en danger, menacée d'un côté par la globalisation et de l'autre par l'immigration: c'est-à-dire par ce qui serait l'envahissement du territoire national par des cultures exogènes menaçantes, l'une arrivant depuis les États-Unis en déferlantes commerciales, l'autre depuis les continents de la pauvreté en infiltrations clandestines. L'identité nationale, plus précisément les risques de disparition ou de dénaturation qui pèsent sur elle, a été un thème majeur de la dernière campagne présidentielle en France, au début de l'année 2007. Un des résultats a été la création par le nouveau gouvernement, en mai 2007, pour la première fois dans l'histoire française, d'un Ministère de l'Identité nationale, plus précisément d'un *Ministère de l'Identité nationale, de l'Immigration, de l'Intégration et de la Coopération*.

La question de la nation et de l'identité nationale est aujourd'hui, dans beaucoup de pays, un sujet de débats passionnés. Néanmoins, les participants à ces controverses s'accordent en général sur un point: ils considèrent que l'identité de leur nation est tout à fait spécifique et qu'elle est le résultat d'une très longue et très particulière histoire nationale. Mais **l'identité nationale, quelle que soit la nation envisagée, est le résultat de processus liés à la modernité, et à la dimension transnationale de la modernité.**

Rappelons-nous en effet cette donnée majeure de la géopolitique: nous vivons aujourd'hui dans un monde où la forme nationale est la plus générale pour les États existants. En tout cas, c'est la forme étatique la plus légitime. On considère généralement, au niveau international, qu'une population plus ou moins importante a le droit de revendiquer un État indépendant et souverain si cette population constitue une nation. L'État national est aujourd'hui une sorte de norme universelle en matière politique. Or il y a deux siècles, cette forme politique existait à peine. La forme nationale s'est développée en deux siècles sur la quasi-totalité de la planète. C'est la première fois dans l'histoire de l'humanité qu'une forme politique précise s'est universalisée. La montée en puissance du



principe national, sa généralisation au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, son incarnation en organisations sociales et politiques ont profondément marqué nos sociétés actuelles, pour le meilleur et pour le pire. L'Union européenne est une association d'Etats-nations. Nous pouvons affirmer avec certitude qu'elle compte aujourd'hui 27 Etats-membres. Mais combien de nations existe-t-il aujourd'hui dans l'Union européenne ? Avancer un nombre, c'est ouvrir de nombreuses controverses, plus ou moins violentes, sur des cas précis comme la Corse, l'Ecosse, la Catalogne, ou même la Belgique dont la partition sur base linguistique est sérieusement envisagée. En fait, nous vivons dans un espace profondément défini par la réalité nationale, mais nous n'avons pas de réponse claire à la grande question : « qu'est-ce qu'une nation ? ».

### **La nation: une communauté culturelle et politique construite**

Qu'est-ce qu'une nation ? Vaste question: des bibliothèques entières de publications lui ont été consacrées. On ne peut y répondre en un mot ni même en une phrase. Sur ce sujet complexe, il faut se défier des réponses sommaires. Les essayistes politiques français ont, malheureusement, souvent utilisé ces dernières années une définition tout à fait simpliste, dont l'unique intérêt est de flatter l'orgueil national.

Selon cette définition, il y aurait deux conceptions de la nation.

D'un côté une **conception purement politique**, dite française parce qu'elle correspondrait aux idéaux de la Révolution française: l'appartenance à une nation serait l'expression d'un choix rationnel, contractuel, d'appartenance à un corps politique.

De l'autre côté, il y aurait une **conception, culturelle**, de la nation: cette conception dite allemande serait issue du mouvement romantique. En ce cas, l'appartenance nationale serait déterminée par des critères ethniques et culturels.

Une « bonne » conception de la nation: rationnelle, politique, respectueuse des droits de l'homme....et donc française. De l'autre une

« mauvaise » : irrationnelle, culturelle, déterministe, conduisant naturellement à l'organicisme raciste....c'est-à-dire allemande. Cette opposition théorique reflète bien la relation violemment conflictuelle entre la France et l'Allemagne entre 1870 et 1945. Elle a ses origines dans une polémique entre intellectuels allemands et français en 1880 à propos de l'appartenance nationale d'un territoire précis, l'Alsace.

Mais, je le dis avec insistance : cette opposition entre nation politique et nation culturelle ne permet absolument pas de classer les nations qui existent réellement sur la planète. La définition de la « nation à la française » comme fruit d'un contrat politique ne permet même pas de comprendre la réalité française : n'oublions pas que la France est un pays où l'investissement de l'identité nationale dans la langue et la culture est tout à fait intense. Les nouvelles lois sur l'immigration, d'ailleurs, exigent des postulants à l'entrée en France une bonne connaissance, non de la Constitution, mais de la langue française.

Cela dit, il y a bien un rapport étroit entre nation, culture et politique.

**Car la nation, dans la conception moderne de ce terme, est toujours définie à la fois dans l'ordre politique et dans l'ordre culturel.** Cette double détermination, politique et culturelle, de la nation est au cœur même de la conception moderne.

Pour le comprendre, je propose de revenir à l'époque où s'est formée la conception moderne de la nation, c'est-à-dire à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, en Europe. La nouvelle idée de nation correspond alors à une grande révolution idéologique, dirigée contre les principes organisant les sociétés monarchiques et princières. Cette Révolution idéologique pose que les individus (masculins) doivent être tous libres et égaux devant la loi, quel que soit leur statut social. Cette nouvelle conception pose aussi que la souveraineté n'est pas de droit divin, qu'elle n'appartient pas au monarque. Elle affirme au contraire que la souveraineté appartient au corps politique formé par les citoyens libres et égaux. Leur ensemble, appelé nation, est la seule source légitime de la souveraineté politique.

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen proclamée dans les débuts de la Révolution française (26 août 1789) exprime cette

définition politique de la nation. Mais, de manière tout à fait significative, elle ne parle pas d'une nation particulière, en l'occurrence la nation française. Elle avance des revendications universelles et elle ne donne pas du tout les critères qui permettent de distinguer concrètement une nation d'une autre, de tracer les limites donc entre la nation politique formée par les Français, les Allemands, les Anglais ou d'autres. En fait, c'est dans le domaine culturel que vont être établies les bases des diverses nations, et les critères de distinction entre nation française, allemande, espagnole, suédoise, etc.

**La conception moderne de la nation résulte donc de l'association entre un principe politique -universel et abstrait- et une définition culturelle -particularisante et concrète.** Dans la formation de chaque nation, depuis deux siècles, l'accent est parfois mis sur un aspect plus que sur l'autre. Mais c'est leur alliance, constituant un *universel du particulier*, qui caractérise le développement du principe national.

La nation moderne, donc, est un corps politique correspondant à une communauté de culture. Mais, au moment où l'on a commencé à poser cette relation, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, en Europe, de telles communautés de culture n'existaient pas. L'unification religieuse des Etats chrétiens avait été plus ou moins réalisée, au prix de massacres et d'expulsions. Mais il n'existait pas de culture commune séculière qui puisse unir aristocrates, bourgeois et paysans.

L'hétérogénéité culturelle était très grande dans les empires, royaumes et principautés de l'ère pré-nationale. La culture des élites, souvent transnationale, différait radicalement des cultures populaires, elles-mêmes souvent hétérogènes. Pourtant, il existe aujourd'hui des cultures nationales bien affirmées, transsociales, qui permettent aux individus vivant dans un même Etat d'avoir des références identitaires communes et très fortes. **Ces actuelles cultures nationales ont été construites** : ce fut l'œuvre, gigantesque, accomplie par des intellectuels, artistes, savants, écrivains qui, dans l'Europe des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, ont ardemment travaillé à la construction de leurs cultures nationales. Il faut souligner que ce travail colossal de construction des identités nationales a été le résultat d'intenses *transferts culturels* entre nations en formation. Les constructeurs de cultures nationales n'ont cessé

d'échanger entre eux des idées, des méthodes, des principes ; ils se sont beaucoup observés, se sont imités. Beaucoup de livres ont été traduits ou transposés, beaucoup d'œuvres artistiques imitées ou copiées, beaucoup d'argumentaires nationalistes ont traversé les frontières.

## **Le paradigme transnational de l'identité nationale**

En fait, si l'on examine les identités nationales européennes construites depuis deux siècles, on voit bien qu'elles sont les variantes d'un modèle commun. Toute nation reconnue possède en effet :

- des ancêtres fondateurs,
- une histoire multi-séculaire, continue, qui établit le lien entre les origines et le présent,
- des héros qui sont des exemples de civisme et de morale
- en général une langue spécifique
- des œuvres culturelles emblématiques (en littérature, peinture, musique)
- des monuments historiques et des lieux de mémoire,
- des traditions populaires,
- des paysages emblématiques.

Ces éléments servent souvent à représenter la nation dans les cérémonies officielles, dans l'iconographie des billets de banque, ou dans les guides touristiques.

Pour reprendre l'expression provocatrice du sociologue suédois Orvar Löfgren<sup>1</sup>, on peut parler de « check-list identitaire » des nations modernes. Toute identité nationale est spécifique, mais elle est la variante d'un modèle général. L'homologie entre les différentes identités nationales, leur similarité structurelle peut nous sembler paradoxale, parce qu'elle contrevient à l'auto-représentation des cultures nationales comme héritages d'un passé long et spécifique. Elle s'accorde en revanche avec la perception des cultures nationales comme constructions de la modernité. Si le particularisme qui définit en termes culturels les nations concrètes s'articule avec l'universalisme de la définition politique de la nation, c'est justement parce qu'il est « standardisé ». Et cette « standar-

disation » est d'autant moins étonnante qu'elle s'applique à la forme politique qui s'est développée à l'âge des révolutions industrielles, de la standardisation des échanges et de la production.

Les cultures nationales, telles que nous les connaissons aujourd'hui, ont été construites à partir du XIX<sup>e</sup> siècle par des intellectuels, des artistes, des producteurs culturels (éditeurs, directeurs de presse ou de théâtre, etc.). Elles ont été diffusées dans les populations par des opérations pédagogiques, scolaires mais aussi souvent extrascolaires. Les intellectuels et artistes qui ont travaillé à la formation des cultures nationales l'ont fait par patriotisme, pour la gloire et le bonheur de leur nation. Certains l'ont payé de leur vie, ou par des années d'emprisonnement. L'idéal national qui les animait correspondait aux valeurs politiques de la modernité, du moins dans la première phase des constructions nationales : émancipation et libération du peuple, égalité et fraternité des citoyens, indépendance et souveraineté de la nation. Les cultures nationales ont fourni aux membres de la nation des références communes trans-sociales et trans-religieuses, elles ont ancré dans l'histoire les fondements d'une communauté de destin.

### **La nationalisation du passé**

Le passé tient une place fondamentale -et paradoxale- dans la formation et la consolidation des nations modernes. Paradoxale, car la nation est précisément la forme politique de la modernité, liée au changement politique, économique, technologique et social. La formation des nations s'inscrit dans un processus de bouleversement radical, concret et conceptuel, des sociétés modernes : industrialisation, urbanisation, développement du marché, revendication d'égalité, d'émancipation sociale. Mais ces changements radicaux se sont appuyés sur la représentation de la nation non pas comme une nouveauté, mais comme une communauté extrêmement ancienne, qui aurait traversé les siècles. Les argumentaires nationalistes ne revendiquaient pas de changer la société pour un futur totalement nouveau: ils prétendaient restituer un passé fondamental. Construire la nation, selon cet argumentaire, c'était en fait retourner aux origines, leur redevenir fidèles. Il fallait réveiller la nation du long sommeil dans lequel elle s'était engourdie et où elle avait perdu

conscience de son existence. La métaphore de la « Belle au Bois Dormant », de la « Sleeping Beauty », apparaît d'ailleurs dans beaucoup d'intitulés de mouvements nationalistes du XIX<sup>e</sup> siècle (cf. le *Risorgimento* italien, la *Renaixança* catalane, etc.).

Les deux derniers siècles ont pratiqué simultanément religion du progrès et culte du passé : il n'y avait pas en fait de contradiction entre ces deux volets de la modernité. Pour que tout change, sans dislocation, il faut sans doute croire que rien ne change en fait. A l'ère moderne, le passé -désormais nationalisé- a pris une fonction pédagogique : donner des leçons pour le présent, fournir des indications pour les choix engageant l'avenir. L'enseignement de l'histoire nationale a été d'ailleurs, dès les débuts de l'enseignement de masse, une matière fondamentale, associée à l'instruction civique et morale. Les enjeux présents et à venir ont en fait déterminé la mise en écriture et en représentations du passé national. Ce passé national est d'ailleurs toujours en reconstruction, en fonction des enjeux du présent qu'il doit légitimer. Pour prendre des exemples récents : les revendications des « minorités », femmes ou immigrés notamment, pour faire reconnaître leur place dans la communauté nationale présente se traduisent souvent par des débats historiographiques revendiquant la mise en évidence de leur place dans l'histoire nationale.

Le passé national, c'est l'histoire d'un être collectif, le *roman d'éducation* souvent pathétique, mais héroïque, d'une communauté transsociale et territorialisée. Les personnages du grand roman national appartiennent à toutes les couches sociales : les héros ne sont pas seulement des princes, mais aussi des bourgeois, des paysans, quelquefois des brigands patriotes ou des femmes. Les grands thèmes du récit national sont la résistance à l'oppression, le combat pour la liberté, la réalisation de l'unité. D'ailleurs, même les défaites militaires peuvent être des moments importants d'une histoire nationale, si elles sont présentées comme des exemples d'unité et de sacrifice héroïque à la cause nationale.

L'émergence de l'idée de nation a engendré une conception nouvelle : celle de patrimoine matériel collectif (Poulot, 1997)<sup>2</sup>. Les monuments historiques sont apparus avec l'idée de nation. Auparavant n'existaient que des bâtiments anciens, définis par leur usage et leur propriété.

taire, qui pouvait en faire ce qu'il voulait. Le propriétaire avait toute liberté pour modifier un bâtiment ancien et le rendre plus commode ou plus conforme à l'esthétique de l'époque : la plupart des églises romanes ou gothiques furent « améliorées » par des ornements baroques ; beaucoup de châteaux médiévaux furent abandonnés ou vendus comme réserve de pierres par leurs propriétaires. Avec l'idée de nation apparaît l'idée que certains monuments ont par leur ancienneté une valeur historique et esthétique, qu'ils sont des éléments précieux d'un héritage collectif. Porter atteinte à cet héritage, comme le dit bien le terme de "vandalisme" inventé par le républicain Abbé Grégoire qui s'indignait des destructions commises au moment de la Révolution française, c'est être un barbare étranger à la nation. Même le propriétaire légitime, dès lors, devait voir ses droits limités par un intérêt supérieur, celui de la nation. Encore fallait-il déterminer, dans le vaste ensemble des bâtiments anciens, la composition de ce patrimoine national et la faire reconnaître. Tout un travail a donc été mené, depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, pour établir l'inventaire des bâtiments ayant une valeur nationale spécifique et proposer pour eux des mesures spécifiques de conservation et de restauration. Ce travail a été entrepris par des intellectuels et des artistes, puis relayé par des associations patriotiques et a abouti progressivement à des mesures étatiques. Un exemple célèbre : en 1831 était publié à Paris un roman historique dont l'héroïne éponyme était une cathédrale, *Notre-Dame de Paris*. Victor Hugo y donnait à ses lecteurs un cours d'architecture et d'histoire nationales, avant de lancer un appel à l'action et à la pédagogie patrimoniales: "Conservons les monuments nationaux. Inspirons, s'il est possible, à la nation l'amour de l'architecture nationale." Quelques années plus tard fut créée en France une Commission des Monuments Historiques. Il est remarquable que la même année 1831 l'érudit allemand Sulpiz Boisserée publiait son *Domwerk* à la gloire de la cathédrale de Cologne. Une Association fut constituée pour l'achèvement de la cathédrale rhénane, devenue métaphore de la nation allemande en cours d'unification. En fait, c'est dans toutes les nations européennes que commence alors la formation d'un riche ensemble de monuments historiques patriotiquement et abondamment restauré au XIX<sup>e</sup> siècle pour le rendre plus authentique, c'est-à-dire plus proche de ses représentations. Ce travail de recension et de protection a conduit à la détermination de styles architecturaux nationaux, qui ont servi de références pour la construction des nouveaux bâtiments symboles de la modernité : l'Europe de la fin du

XIX<sup>e</sup> siècle s'est couverte de stations de chemin de fer, de postes ou d'hôtels de ville néo-gothique ou néo-Renaissance supposés incarner l'esthétique architecturale nationale.

## **La formation des langues nationales**

La question linguistique a été, comme la mise en forme du passé national, l'un des gros chantiers de la formation des cultures nationales. La carte politique de l'Europe correspond aujourd'hui approximativement à une carte linguistique et on peut circuler dans un Etat en utilisant partout la même langue. Pourtant, le paysage linguistique de l'Europe au XVIII<sup>e</sup> siècle était très différent. Au sein d'un même Etat, la langue de la cour, la langue religieuse, la langue de l'enseignement ou de l'administration pouvaient être très différentes et co-exister avec des parlers populaires diversifiés. Le français était au XVIII<sup>e</sup> siècle la langue de conversation et d'écriture de l'élite européenne. Mais une grande partie des paysans français était incapable de le parler et le comprendre. La monarchie française avait fait de la « langue du roi » une langue administrative et une langue de culture. Mais le roi était indifférent à l'extrême diversité linguistique de ses paysans, et il était soucieux surtout qu'ils paient l'impôt et ne se révoltent pas. Tout a changé très vite après la Révolution. L'éradication des « patois » a paru une nécessité politique. D'une manière générale, en Europe, la formation de la nation et la modernisation politique ont été associées à l'idée de communauté linguistique. Un des grands théoriciens des nouvelles conceptions des cultures nationales, le théologien allemand Herder, reprochait ainsi aux aristocrates allemands de ne parler allemand qu'avec leurs domestiques et leurs chevaux. La formation de la nation a été associée à un idéal de monolinguisme. La langue nationale moderne devait se substituer à la diversité plus ou moins prononcée des formes de communication et d'expression antérieures. Elle devait être utilisée par tous les membres de la nation, quelle que soit leur origine géographique et sociale, et servir à tous les usages, des plus triviaux aux plus élevés, de l'achat de légumes sur le marché au discours politique en passant par la déclaration amoureuse ou la conférence académique. Au XVIII<sup>e</sup> siècle rares étaient les langues pouvant remplir tous ces usages. Le XIX<sup>e</sup> siècle européen a été le théâtre de grandes opérations de construction/modernisation/diffusion de langues



nationales, à partir de bases diverses. Dans certains cas, la langue nationale moderne a été élaborée à partir d'une langue écrite déjà existante, éventuellement modernisée, enrichie d'apports empruntés à des dialectes vivants et simplifiée pour qu'elle puisse être pratiquée dans toute la population (cas de l'italien, de l'allemand, du hongrois, par ex.). Mais dans d'autres cas, il a fallu un travail philologique considérable pour créer des langues nationales, écrites et orales, à partir de dialectes parlés par les paysans (cas de nombreuses langues slaves balkaniques, du finnois, de l'estonien, par ex.). Un point à souligner : dans la plupart des cas, la formation des langues nationales n'a pas été le résultat de mesures étatiques, mais elle a été menée par des intellectuels patriotiques. L'Etat national n'existait pas encore, et ces opérations philologiques préparaient la revendication d'une souveraineté nationale. Souvent, des associations libres d'élites patriotes finançaient les premières publications et les premiers enseignements dans la nouvelle langue nationale.

### **La paysannerie : symbole de la nation moderne**

La nation moderne est une communauté trans-sociale. Reconnaître des droits politiques à l'ensemble de la population, y compris les couches sociales les plus pauvres, c'est-à-dire initialement la paysannerie, était une conception proprement révolutionnaire. Elle fut préparée et accompagnée par une reconnaissance culturelle des populations les plus humbles dans la communauté nationale. Le paysan est même devenu dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle un symbole national. Dans un premier temps, la paysannerie, qui avait été considérée pendant des siècles comme dénuée de toute culture, a été présentée comme une sorte de musée vivant des origines nationales. Les traditions populaires, jusque là méprisées, furent promues comme des vestiges de la culture originelle, celle des ancêtres fondateurs. Des intellectuels multiplièrent les enquêtes et collectes de chants et coutumes populaires pour mettre au jour les fondements authentiques des cultures nationales. L'ethnographie apparaissait comme une sorte d'archéologie du national. D'autre part, une question fondamentale qui se posait aux nations émergentes était la mise en valeur de leur rapport intime avec un territoire. La paysannerie apparaissait comme l'incarnation vivante de ce rapport entre communauté nationale et territoire national. Plus les nations européennes s'industrialisaient

et s'urbanisaient, plus elles entraient en compétition, plus elles plaçaient leur identité sous la référence à l'archaïsme et au monde rural. Dans ces grandes exhibitions identitaires que furent les Expositions Internationales, à partir de 1851, les grands pavillons de machines voisinaient avec les expositions de traditions populaires nationales et les "villages ethnographiques". Des musées d'ethnographie nationale furent ouverts dans toutes les grandes capitales européennes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ces musées étaient explicitement présentés comme des lieux d'éducation patriotique.

La paysannerie a été investie aussi d'une autre fonction identitaire : celle d'incarner la nation authentique et pure contre un prolétariat censé être d'autant plus dangereux pour la nation qu'il pouvait apparaître à la fois comme non national d'origine et/ou internationaliste.

Le principe national, de fait, a généré sa contradiction. L'égalité juridique des citoyens et la solidarité de la communauté nationale a été affirmée alors que le système capitaliste en expansion marquait de nouvelles différences économiques entre individus. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment même où commençait à s'imposer en Europe le principe national, s'est constitué son apparent opposé: l'internationalisme. 1848 fut à la fois le « Printemps des nations » et la date de naissance de l'internationalisme marxiste, celui des prolétaires qui « n'ont pas de patrie » et qui doivent s'unir. D'un côté l'identité sur base de classe, par delà les appartenances nationales, de l'autre l'identité nationale interclasses....L'antagonisme entre ces deux principes fut apparemment la grande division partageant le monde entre 1917 et 1991. La réalité, comme on sait, fut beaucoup plus complexe: socialisme, communisme, patriotisme et nationalisme ont donné lieu à toutes sortes de combinaisons.

La montée en puissance du principe national a eu toute une série de conséquences. Certaines peuvent être considérées comme positives : de nouvelles communautés séculières ont été créées, portées par des revendications libérales d'émancipation et de solidarité transsociale. Les Etats-nations ont servi de berceau à la démocratie et au développement économique. Mais d'autres conséquences ont tragiquement marqué l'histoire de l'Europe et du monde. La volonté de faire coïncider un territoire,

une culture homogène et une communauté politique, l'objectif d'identifier Etat et nation ont entraîné toutes sortes d'exactions contre des populations dites désormais « minoritaires » : assimilations forcées, expulsions, exterminations. Les « théories raciales » élaborées au XIX<sup>e</sup> siècle ont d'ailleurs servi à poser comme irréductibles des différences culturelles plus ou moins accentuées. Le XX<sup>e</sup> siècle a commencé en Europe par les premiers « nettoyages ethniques » et l'affrontement terrible des nationalismes européens dans la première guerre qualifiée de mondiale.

L'idée d'Union européenne est née d'une volonté d'en finir avec les affrontements nationalistes et les tragédies provoquées par les Guerres mondiales. La première forme de Communauté européenne était en fait un club fermé de démocraties libérales, défini économiquement et politiquement par opposition aux dictatures du Sud et aux « démocraties populaires » sous régime communiste de l'Est. Jusqu'à la Chute du Mur de Berlin, la construction européenne a pu s'effectuer sans que la question de l'identité européenne paraisse cruciale. Elle est en revanche devenue fondamentale dans les années 1990. L'Europe actuelle, à dimension continentale, ne se définit plus par opposition à une autre communauté politico-économique. Tout son problème, pourrait-on dire, est que l'affranchissement des contraintes qui pesaient sur le continent oblige les Européens à trouver en urgence, et pour la première fois dans leur histoire, les raisons d'une communauté d'intérêt et de destin. Comment penser et représenter les fondements de la solidarité et de la citoyenneté entre Européens, qui légitimerait une véritable Union politique ? Certains hommes politiques ou penseurs, comme Jürgen Habermas, ont proposé de fonder la citoyenneté européenne sur un patriotisme constitutionnel, une adhésion politique qui permettrait de ne pas renouveler les tragédies induites par le nationalisme culturel. Le problème est qu'une adhésion de ce type paraît trop fragile, trop labile, pour contrecarrer les deux autres modes d'identification qui reprennent aujourd'hui une grande force : le national et le religieux. De là la tentation, de plus en plus développée depuis quelques années, de vouloir reproduire pour l'Union européenne un modèle qui a fait preuve de son efficacité, celui du national. Le couplage de la communauté politique et de la communauté culturelle s'est avéré en effet d'une grande efficacité pour la constitution d'unités politiques fortes et stables. Le paradigme transnational de formation de l'identité nationale, abondamment reproduit, largement exporté hors

d'Europe, apparaît donc comme une solution tentante. De fait, de nombreuses opérations sont actuellement engagées pour essayer de mettre en valeur une culture commune des Européens, qui serait fondée sur un passé commun: tentatives pour écrire une histoire de l'Europe, définir des lieux de mémoire européens, des villes de culture européenne etc. Mais les obstacles sont nombreux : d'abord parce qu'il est extrêmement difficile d'europaniser ce qui a été constitué dans un cadre national. Comment, par exemple, arriver à penser une histoire commune européenne alors que toute notre perception du passé est profondément inscrite dans des cadres nationaux ? Songeons à cet exemple auquel nous sommes confrontés quotidiennement: les billets de l'euro sont illustrés par des éléments architecturaux virtuels, puisque tous les monuments de l'espace européen sont perçus en termes nationaux. D'autre part le monolinguisme national, qui s'est avéré un puissant facteur du sentiment d'appartenance à une communauté et qui a permis le développement d'un « espace public » pour les citoyens, est aujourd'hui un obstacle majeur au développement d'un espace public européen. L'Europe actuelle est caractérisé par un sérieux déficit démocratique qui est imputable pour une large part à un manque d'espace public transnational.

Surtout, on peut objecter à mon sens que le modèle national correspondait à une forme aujourd'hui révolue de conception des rapports sociaux et des rapports de production : homogénéisation d'un espace géographiquement circonscrit et aux frontières bien déterminées, strictement hiérarchisé et monocentrique. Le modèle de l'identité nationale correspondait à l'ère de la presse, des chemins de fer et de l'expansion industrielle. L'Union européenne devrait sans doute plutôt chercher son identité dans les nouvelles topologies de la post-modernité, polycentriques, souples, où les relations entre individus et les groupes ne suivent pas des lignes immuables et hiérarchisées. La devise proposée pour l'Union, « l'unité dans la diversité » devrait sans doute être déclinée selon ces formes nouvelles de la communication et de la production. Il faudrait alors s'engager résolument dans des entreprises innovatrices et dans un changement conceptuel aussi radical que celui qui a inspiré, il y a deux siècles, la formation des nations.

Anne-Marie Thiesse

Directrice de recherche au CNRS

---

# A NACIÓN MODERNA: ENTIDADE POLÍTICA E COMUNIDADE CULTURAL. CONSECUENCIAS E PROBLEMAS ACTUAIS

*Anne-Marie Thiesse*

Tradución a cargo de Cristina Río López

---

## **A formación das identidades nacionais en Europa**

A cuestión nacional, neste comezo do século XXI, presenta numerosas interrogantes. Así, hoxe coexisten dous fenómenos aparentemente contradictorios: por unha banda, a globalización semella ameazar os Estados-nación, ou polo menos pór en dúbida o papel que tradicionalmente desempeñaran estes nos eidos políticos, económicos e sociais. Mais, por outra banda, estamos a vivir a reactivación da cuestión nacional e o rexurdimento dos nacionalismos en múltiples aspectos, o cal se manifesta, en primeiro lugar, na recente aparición de novos Estados-nación, sobre todo tralo desmembramento da URSS e de Iugoslavia. Así mesmo, estanse multiplicando as reivindicacións autonomistas ou secesionistas no seo dos Estados-nación xa constituídos. E, ademais, débese

subliñar a importancia que reviste a cuestión da identidade nacional nos debates políticos contemporáneos. Mesmo nos Estados-nación «vellos» da Europa occidental, a identidade nacional foise convertendo, nos últimos vinte anos, nunha temática fundamental no espazo público e xa non é patrimonio exclusivo da extrema dereita nacionalista. Suponse que tal identidade nacional está en perigo, ameazada pola globalización, por unha banda, e pola inmigración, pola outra; é dicir, polo que constitúe, a dicir dalgúns, unha invasión do territorio nacional por culturas esóxenas ameazantes (a primeira, a globalización, proveniente dos Estados Unidos en vagas comerciais; a segunda, a inmigración, dos continentes da pobreza en infiltracións clandestinas). A identidade nacional —ou, máis exactamente, os riscos de desaparición ou desnaturalización que pesan sobre ela— figurou como tema fundamental na última campaña das eleccións presidenciais francesas, a comezos do ano 2007. Un dos resultados foi a creación por parte do novo goberno, en maio do mesmo ano e por vez primeira na historia de Francia, dun Ministerio da Identidade Nacional ou, máis precisamente, dun *Ministerio da Identidade Nacional, Inmigración, Integración e Cooperación*.

Na cuestión da nación e da identidade nacional atópase hoxe, nun amplo número de países, un tema de debate que suscita grandes paixóns. Porén, aqueles que participan nestas controversias están de acordo, en xeral, nun aspecto: en considerar a identidade da súa nación como algo totalmente específico e resultado dunha historia nacional moi longa e moi particular. Mais **a identidade nacional, sexa cal for a nación que se estea a analizar, é o resultado de procesos vinculados á modernidade, así como á dimensión transnacional da devandita modernidade.**

En efecto, lembremos este feito primordial da xeopolítica: na actualidade vivimos nun mundo onde a forma nacional é a que máis comunmente adoptan os Estados existentes; e, en calquera caso, é a forma de Estado máis lexítima. Xeralmente considérase, a escala internacional, que unha poboación cuxa entidade é máis ou menos ampla ten dereito a reivindicar un Estado independente e soberano se tal poboación constitúe unha nación. Nos nosos días, o Estado nacional é unha especie de norma universal en materia política; agora ben, hai dous séculos apenas existía, e neses dous séculos espallouse por case todo o planeta. É a

primeira vez na historia da humanidade que se universaliza unha forma política concreta. A forza adquirida polo principio nacional, a súa xeneralización ao longo dos séculos XIX e XX e a súa encarnación en organizacións sociais e políticas marcaron fundamente as nosas sociedades actuais, para ben e para mal. A Unión Europea é unha asociación de Estados-nación, podemos afirmar con certeza que nestes momentos consta de 27 Estados membros, mais cantas nacións existen hoxe na Unión Europea? Suxerir un número é suscitar numerosas controversias, máis ou menos violentas, sobre casos concretos como os da Córsega, a Escocia, Cataluña ou mesmo a Bélxica, onde se está a considerar seriamente dividir o país en función do idioma. Así, pois, vivimos nun espazo definido nun alto grao pola realidade nacional, mais non contamos cunha resposta clara para a gran pregunta: «que é unha nación?».

### **A nación: unha comunidade cultural e política construída**

Que é unha nación? Ampla pregunta á que se lle dedicaron bibliotecas enteiras de publicacións, e á que non se lle pode dar resposta nunha palabra nin mesmo nunha frase. Nun asunto tan complexo hai que desconfiar das explicacións sucintas, mais, infelizmente, os ensaístas políticos franceses adoitaron empregar, nestes últimos anos, una definición decididamente simplista, cuxo único propósito é o de inflamar o orgullo nacional.

Segundo esta definición, hai dous conceptos de nación:

1/ Por unha banda, unha **concepción puramente política**, chamada «francesa» por se corresponder cos ideais da Revolución francesa: a pertenza a unha nación é a expresión dunha escolla racional, contractual, de pertenza a unha entidade política.

2/ Por outra banda atópase unha **concepción cultural** da nación; chamada «alemá», xorde do movemento romántico. Neste caso, a pertenza nacional vén determinada por criterios étnicos e culturais.

Unha concepción «boa» da nación: racional, política, respectuosa cos dereitos humanos... e, xa que logo, francesa. Polo outro lado, unha

«má»: irracional, cultural, determinista, que en por si leva a un organicismo racista..., é dicir, alemá. Esta oposición teórica reflicte ben a relación de violento conflito mantida por Francia e Alemaña entre 1870 e 1945, e ten as súas orixes nunha polémica suscitada entre intelectuais alemáns e franceses en 1880 verbo da pertenza nacional dun territorio concreto, a Alsacia.

Mais insisto: esta oposición entre nación política e nación cultural en absoluto permite clasificar as nacións que realmente existen no planeta. A definición da «nación á francesa» como froito dun contrato político nin sequera permite comprender a realidade francesa; non esquezamos que Francia é un país onde se fai un forte investimento da identidade nacional na lingua e na cultura. Ademais, as novas leis de inmigración esixen aos que desexan entrar en Francia un bo coñecemento non da Constitución, senón da lingua francesa.

Dito isto, existe sen dúbida un estreito vencello entre nación, cultura e política, **pois a nación, na concepción moderna deste termo, sempre se define simultaneamente na orde política e na cultural.** Esta dupla determinación da nación —política e cultural— áchase no centro mesmo da concepción moderna.

Para entendérmolo, propoño que volvamos á época en que se formou en Europa a concepción moderna da nación; isto é, a finais do século XVIII. A nova idea de «nación» correspondía daquela a unha gran revolución ideolóxica, dirixida contra os principios organizadores das sociedades monárquicas e principescas, que postula que tódolos individuos (masculinos) deben ser libres e iguais ante a lei, sexa cal for a súa condición social. Esta nova concepción defende, así mesmo, que a soberanía non emana do dereito divino, que non pertence ao monarca, senón que se afirma que a soberanía pertence á entidade política formada polos cidadáns libres e iguais. O seu conxunto, denominado nación, é a única fonte lexítima da soberanía política.

A Declaración dos Dereitos do Home e do Cidadán, proclamada nos primeiros momentos da Revolución francesa (26 de agosto de 1789) expresa esta definición política da nación. Porén —e de xeito moi significativo— non fala dunha nación en concreto, neste caso a francesa: presenta, pola contra, reivindicacións universais e en absoluto ofrece os cri-



terios que permitirían distinguir de modo concreto unha nación doutra e, xa que logo, trazar os límites da nación política formada polos franceses da formada polos alemáns, os ingleses ou outros. De feito, é no eido cultural onde se van sentar as bases das diversas nacións, xunto cos criterios de distinción entre nación francesa, alemá, española, sueca, etc.

**A concepción moderna da nación resulta, pois, da asociación dun principio político —universal e abstracto— e unha definición cultural —particularizante e concreta.** Desde hai dous séculos, na formación de tódalas nacións insístese por veces máis nun aspecto que no outro; mais é a súa alianza, constituínte dun *universal do particular*, o que caracteriza o desenvolvemento do principio nacional.

A nación moderna, xa que logo, é unha entidade política que se corresponde cunha comunidade de cultura. Non obstante, no momento en que se comezou a presentar esta relación, a finais do século XVIII, en Europa non existían estas comunidades. A unificación relixiosa dos Estados cristiáns levárase máis ou menos a cabo, e á custa de masacres e expulsións, pero non había comuna segrar ningunha que puidese unir aristócratas, burgueses e campesiños.

A heteroxeneidade cultural era moi ampla nos imperios, reinos e principados da era prenatal. A cultura das elites, a miúdo transnacional, difería radicalmente das culturas populares, as cales adoitaban ser heteroxéneas á súa vez. Porén, hoxe existen culturas nacionais ben afirmadas, transociais, que permiten que os individuos que viven nun mesmo Estado teñan referencias de identidade comúns e moi fortes. **Estas culturas nacionais actuais resultan dun proceso de construción**, e foron obra —xigantesca— dos intelectuais, artistas, sabios e escritores que, na Europa dos séculos XIX e XX, traballaron con celo na construción das súas respectivas culturas nacionais. Ha de subliñarse que este traballo colosal de construción das identidades nacionais foi o resultado de intensas *transferencias culturais* entre nacións en formación. Os construtores das culturas nacionais non cesaron de intercambiar entre si ideas, métodos e principios; observáronse, imitáronse. Traducíronse ou traspuxéronse numerosos libros, imitáronse ou copiáronse numerosas obras artísticas, cruzaron as fronteiras numerosas argumentacións nacionalistas.

## O paradigma transnacional da identidade nacional

De feito, se se examinan as identidades nacionais europeas construídas desde hai dous séculos, ben se ve que constitúen variantes dun modelo común. Así, toda nación recoñecida posúe os seguintes elementos:

- devanceiros fundadores,
- unha historia multiseccular, continua, que establece o vencello entre as orixes e o presente,
- heroes que son exemplo de civismo e moral,
- en xeral, unha lingua particular,
- obras culturais emblemáticas (na literatura, na pintura, na música),
- monumentos históricos e lugares de memoria,
- tradicións populares, e
- paisaxes emblemáticas.

Estes elementos adoitan servir para representar a nación nas cerimonias oficiais, na iconografía dos billetes de banco ou nas guías turísticas.

Para retomar a provocadora expresión do sociólogo sueco Orvar Löfgren<sup>1</sup>, pódese falar de «lista de control de identidade» das nacións modernas. Toda identidade nacional é particular, pero constitúe unha variante dun modelo xeral. A homoloxía das diferentes identidades nacionais, a súa semellanza estrutural, pódenos parecer paradoxal, xa que contradí a autorrepresentación das culturas nacionais como herdanza dun pasado longo e específico. Pola contra, concorda coa percepción das culturas nacionais como construcións da modernidade. Se o particularismo que define unha nación concreta en termos culturais se artella co universalismo da definición política da nación, é xustamente porque está «estandarizado», e esta estandarización resulta tanto menos sorprendente canto máis se aplica á forma política que se desenvolveu na era das revolucións industriais, da estandarización dos intercambios e da produción.

As culturas nacionais, tal e como as coñecemos hoxe, foron construídas a partir do século XIX por intelectuais, artistas e produtores culturais (editores, directores de prensa ou de teatro, etc.) e difundíronse entre a poboación mediante operacións pedagóxicas e escolares, mais tamén, a miúdo, extraescolares. Os intelectuais e artistas que traballaron na formación das culturas nacionais fixérono por patriotismo, pola gloria e a felicidade da súa nación, e algúns pagárono coa vida ou con anos de prisión. O ideal nacional que os animaba correspondíase cos valores políticos da modernidade, polo menos na primeira fase das construcións nacionais: emancipación e liberación do pobo, igualdade e fraternidade dos cidadáns, independencia e soberanía da nación. As culturas nacionais forneceron aos membros da nación uns referentes comúns transociais e transreligiosos e ancoraron na historia os fundamentos dunha comunidade de destino.

## **A nacionalización do pasado**

O pasado ocupa un lugar fundamental —e paradoxal— na formación e na consolidación das nacións modernas. Paradoxal, porque a nación é, precisamente, a forma política da modernidade, vinculada ás mudanzas políticas, económicas, tecnolóxicas e sociais. A formación das nacións inscríbese nun proceso de cambio radical —concreto e conceptual— das sociedades modernas: industrialización, urbanización, desenvolvemento do mercado, reivindicación da igualdade e da emancipación social. No entanto, estas mudanzas radicais baséanse na representación da nación non como novidade, senón como comunidade sumamente antiga que perdurou ao longo dos séculos. As argumentacións nacionalistas non reivindicaban unha mudanza da sociedade para forxar un futuro totalmente novo: pretendían restituír un pasado fundamental. Construír a nación, segundo tales argumentacións, consistía, de feito, en retornar ás orixes, en volver a lles ser fiel. Era preciso espertar a nación do longo sono en que se aletagara e no cal perdera a conciencia da súa existencia. A metáfora da «Bela Durminte» ou *Sleeping Beauty* aparece, ademais, nun gran número de denominacións de movementos nacionalistas do século XIX (cf. o *Risorgimento* italiano, a *Renaixença* catalá, etc.).

Nestes últimos dous séculos practicáronse simultaneamente unha

relixión do progreso e un culto ao pasado, sen se dar contradición ningunha entre estas dúas caras da modernidade. Para que todo mude sen que se produzan disxuncións, sen dúbida fai falla crer que, ao cabo, nada cambia. Na era moderna, o pasado —agora nacionalizado— adoptou unha función pedagóxica: dar leccións para o presente, fornecer indicacións para facer aquelas eleccións que teñan que ver co futuro. Por outra banda, desde a aparición do ensino xeneralizado a ensinanza da historia nacional constituíu unha materia fundamental, asociada á instrución cívica e moral. Os retos presentes e futuros determinaron, así, a escritura e representación do pasado nacional, o cal, por outra parte, está en permanente reconstrución, en función dos retos do presente que deba lexitimar. Por poñer exemplos recentes, as reivindicacións das «minorías», sobre todo mulleres ou inmigrantes, para que se recoñeza o seu lugar na comunidade nacional presente adoitan traducirse en debates historiográficos nos que se demanda que fiquen claro o lugar que ocupan na historia nacional.

O pasado nacional é a historia dun ser colectivo, a «novela de aprendizaxe» a miúdo patética, mais heroica, dunha comunidade transocial e territorializada. As personaxes da gran novela nacional pertencen a tódalas capas sociais; os heroes non son só príncipes, senón tamén burgueses, campesiños, por veces pillabáns patriotas ou mulleres. Os grandes temas do relato nacional son a resistencia á opresión, a loita pola liberdade e a realización da unidade. Ademais, mesmo as derrotas militares poden constituír momentos importantes dunha historia nacional se se presentan como exemplos de unidade e de sacrificio heroico pola causa nacional.

O xurdimento da idea de nación xerou unha nova concepción: a do patrimonio material colectivo (Poulot, 1997)<sup>2</sup>. Os monumentos históricos apareceron coa idea de nación; antes non existían máis que edificios antigos, definidos polo seu uso e polo seu propietario, que podía facer deles o que quixer e, ademais, gozaba de total liberdade para os modificar e os facer máis cómodos ou máis conformes á estética da época: así, a meirande parte das iglesias romanas ou góticas recibiron «mello-ras» consistentes en ornamentacións barrocas, e moitos castelos medievais foron abandonados ou vendidos como depósito de pedras polos seus propietarios. Coa idea de nación xorde a idea de que deter-

minados monumentos, pola súa antigüidade, posúen un valor histórico e estético, de que son elementos preciosos dun patrimonio colectivo. Atentar contra este patrimonio —como ben indica o termo «vandalismo», inventado polo republicano abade Grégoire, que se indignaba ante as destrucións cometidas durante a Revolución francesa— equivale a ser un bárbaro alleo á nación. Mesmo o propietario lexítimo desde ese momento tiña que ver os seus dereitos limitados por un interese superior, o da nación. E ademais había que determinar a composición deste patrimonio nacional, dentro do vasto conxunto de edificios antigos, e recoñecela. Así, desde o século XIX levouse a cabo un intenso traballo para facer o inventario dos edificios que teñen un valor nacional específico e propor para eles medidas concretas de conservación e restauración, labor que emprenderon intelectuais e artistas e que foi continuado por asociacións patrióticas ata chegar, progresivamente, a medidas estatais. Un exemplo famoso: en 1831 publicouse en París unha novela histórica cuxa heroína epónima era unha catedral, *Notre-Dame de París*. Nela Victor Hugo dáballes aos seus lectores un curso de arquitectura e historia nacionais, antes de facer un chamamento á acción e á pedagogía patrimoniais: «Conservemos os monumentos nacionais. Inspirémoslle á nación, se é posible, amor pola arquitectura nacional». Varios anos despois creouse en Francia unha Comisión dos Monumentos Históricos. É notable que nese mesmo ano de 1831 o erudito alemán Sulpiz Boisserée publicase o seu *Domwerk* en honor da catedral de Colonia. Constituíuse unha Asociación para a finalización desta catedral renana, convertida en metáfora da nación alemá en curso de unificación; e, de feito, en tódalas nacións europeas comeza entón a definición dun rico conxunto de monumentos históricos, restaurados a fondo no XIX con espírito patriótico a fin de os facer máis auténticos ou, noutras palabras, máis próximos ás súas representacións. Este labor de recensión e protección conduciu á determinación de estilos arquitectónicos nacionais, que serviron de referencia para a construción de novos edificios símbolo da modernidade: así, a Europa de finais do século XIX cubriuse de estacións de ferrocarril, de oficinas de correos ou de casas do concello neogóticas ou neorrenacentistas que supostamente encarnaban a estética arquitectónica nacional.

## A formación das linguas nacionais

Ao igual que a conformación do pasado nacional, a cuestión lingüística foi unha das grandes pedras angulares da formación das culturas nacionais. O mapa político de Europa correspóndese hoxe, aproximadamente, cun mapa lingüístico, e pódese circular por un Estado empregando en tódalas partes a mesma lingua. No entanto, a paisaxe lingüística de Europa no século XVIII era moi diferente: no seu dun mesmo Estado, a lingua da corte, a lingua relixiosa, a lingua do ensino ou da administración podían ser moi distintas e coexistir con falas populares diversificadas. O francés era, neste século, a lingua da conversa e da escrita das elites europeas, mais unha gran parte dos campesiños franceses era incapaz de a falar e a comprender. A monarquía francesa fixera da «lingua do rei» unha lingua administrativa e de cultura, pero o rei mostrábase indiferente á extrema diversidade lingüística dos seus campesiños e preocupábase, máis que nada, de que pagasen os impostos e non houbera revoltas. Todo isto mudou con moita rapidez trala Revolución, cando a erradicación dos «dialectos» se converteu en necesidade política. De maneira xeral, en Europa a formación da nación e a modernización política vinculáronse á idea de comunidade lingüística e, así, un dos grandes teóricos das novas concepcións das culturas nacionais, o teólogo alemán Herder, reprocháballe aos aristócratas que non falasen alemán máis que cos criados e cos cabalos. A formación da nación asociouse a un ideal de monolingüismo de acordo co cal a lingua nacional moderna había substituír a diversidade máis ou menos pronunciada de formas de comunicación e expresión anteriores. Había ser empregada por tódolos membros da nación, fose cal for a súa orixe xeográfica e social, e había servir para tódolos usos, desde os máis triviais aos máis elevados, desde a compra de verduras no mercado ata o discurso político, pasando pola declaración de amor ou a conferencia académica. No XVIII eran raras as linguas que podían cumprir todos estes usos; no entanto, o século XIX foi o escenario de grandes operacións de construción/modernización/difusión das linguas nacionais sobre bases diversas. Nalgúns casos, a lingua nacional moderna foi elaborada a partir dunha lingua escrita xa existente e eventualmente modernizada, enriquecida coas contribucións tomadas de dialectos vivos e simplificada para poder ser practicada por toda a poboación (caso do italiano, do alemán ou do húngaro, por exemplo). Mais, noutros casos, fixo falla un

traballo filolóxico considerable para crear linguas nacionais, escritas e orais, a partir de dialectos falados polos campesiños (como ocorreu con numerosas linguas eslavas balcánicas, co finés ou co estoniano, por exemplo). Unha cuestión que hai que subliñar: na maior parte dos casos, a formación das linguas nacionais non foi o resultado de medidas estatais, senón que foi levada a cabo por intelectuais patrióticos. O Estado nacional aínda non existía, e estas operacións filolóxicas preparaban a reivindicación da soberanía nacional. Con frecuencia houbo asociacións libres de elites patriotas que financiaban as primeiras publicacións e ensinanzas na nova lingua nacional.

### **O campesiñado, símbolo da nación moderna**

A nación moderna é unha comunidade transocial. Recoñecerlle dereitos políticos ao conxunto da poboación, comprendidas as capas sociais máis pobres —é dicir, nun principio o campesiñado— era unha concepción propiamente revolucionaria, preparada e acompañada polo recoñecemento cultural das poboacións máis humildes da comunidade nacional. O campesiño mesmo se tornou, na Europa do século XIX, un símbolo nacional. Nun primeiro momento, o campesiñado, que durante séculos fora considerado desprovisto de toda cultura, foi presentado como unha sorte de museo vivinte das orixes nacionais. As tradicións populares, ata daquela desprezadas, promovéronse coma vestixios da cultura orixinal, a dos devanceiros fundadores. Os intelectuais multiplicaron as indagacións e colectas de cantos e costumes populares para poñer ao día os fundamentos auténticos das culturas nacionais. A etnografía apareceu como unha especie de arqueoloxía do nacional. Por outra banda, unha cuestión fundamental que se lles presentaba ás nacións emerxentes radicaba na valoración da súa íntima relación cun territorio, e o campesiñado víase como a encarnación viva deste vencello entre comunidade nacional e territorio nacional. Canto máis se industrializaban e se urbanizaban as nacións europeas, máis competían, máis situaban a súa identidade por referencia ao arcaísmo e ao mundo rural. Nesas grandes exhibicións de identidade que foron as Exposicións Internacionais, a partir de 1851, os grandes pavillóns de maquinaria lindaban coas mostras de tradicións populares nacionais e coas «aldeas etnográficas». A finais do século XIX abríronse museos de etnografía

nacional en todas as grandes capitais europeas, os cales se presentaban explicitamente como lugares de educación patriótica.

O campesiñado revestiuse tamén dunha función de identidade: a de encarnar a nación auténtica e pura contra un proletariado considerado tanto máis perigoso para a nación canto que podía verse, ao mesmo tempo, coma non-nacional de orixe e/ou internacionalista.

O principio nacional, de feito, xerou a súa contradición. Afirmáronse a igualdade xurídica dos cidadáns e a solidariedade da comunidade nacional, mentres que o sistema capitalista en expansión marcaba novas diferenzas económicas entre individuos. A mediados do século XIX, no momento mesmo en que comezaba se a impoñer en Europa o principio nacional, constituíuse o seu aparente oposto: o internacionalismo. 1848 foi á vez a «primavera das nacións» e a data de nacemento do internacionalismo marxista, o dos proletarios que «non teñen patria» e que deben unirse. Por un lado, a identidade baseada na clase, alén das pertenzas nacionais; polo outro, a identidade nacional interclasista... O antagonismo destes dous principios constituíu, en aparencia, a grande fenda que dividiu o mundo entre 1917 e 1991. A realidade, como se sabe, foi moito máis complexa: socialismo, comunismo, patriotismo e nacionalismo deron lugar a todo tipo de combinacións.

O pulo experimentado polo principio nacional comportou toda unha serie de consecuencias, algunhas das cales poden considerarse positivas: creáronse novas comunidades segrares, animadas por reivindicacións liberais de emancipación e de solidariedade transocial; os Estados-nación serviron de berce para a democracia e o desenvolvemento económico. Porén, outras consecuencias marcaron traxicamente a historia de Europa e do mundo. A vontade de facer coincidir un territorio, unha cultura homoxénea e unha comunidade política, así como o obxectivo de identificar Estado e nación, implicaron todo tipo de abusos contra as poboacións chamadas «minoritarias»: asimilacións forzosas, expulsións, exterminio. As «teorías raciais» elaboradas no XIX serviron, ademais, para presentar como irreducibles unhas diferenzas culturais máis ou menos acentuadas. O século XX comezou en Europa coas primeiras «limpezas étnicas» e o terrible enfrontamento dos nacionalismos europeos na primeira guerra cualificada de mundial.



A idea de Unión Europea naceu dunha vontade de acabar cos choques nacionalistas e coas traxedias causadas polas guerras mundiais. A primeira forma de Comunidade Europea foi, de feito, un club pechado de democracias liberais, definido económica e politicamente por oposición ás ditaduras do sur e ás «democracias populares» de réxime comunista do este. Ata a caída do muro de Berlín, a construción europea puido efectuarse sen que parecese crucial a cuestión da identidade europea; no entanto, tornouse fundamental no decenio de 1990. A Europa actual, de dimensións continentais, xa non se define por oposición a outra comunidade político-económica, senón que se podería dicir que o seu único problema é que a eliminación das obrigas que pesaban sobre o continente obriga os europeos a atopar con urxencia, e por vez primeira na súa historia, as razóns de fundar unha comunidade de intereses e destino. Como considerar e representar os fundamentos da solidariedade e da cidadanía entre europeos para lexitimar unha verdadeira Unión política? Algúns políticos ou pensadores, como Jürgen Habermas, propuxeron fundar a cidadanía europea sobre un patriotismo constitucional, unha adhesión política que permitiría non renovar as traxedias inducidas polo nacionalismo cultural. O problema radica en que unha adhesión deste tipo semella demasiado fráxil e demasiado inestable como para poder contrarrestar os dous outros modos de identificación que hoxe están collendo un gran pulo: o nacional e o relixioso. De aí a tentación, que cada vez ten maior presenza desde hai uns anos, de querer reproducir para a Unión Europea un modelo que deu proba da súa eficacia: o do nacional. A combinación da comunidade política coa comunidade cultural demostrou estar, en efecto, dotada de grande eficacia para a constitución de unidades políticas fortes e estables. O paradigma transnacional de formación da identidade nacional, reproducido en numerosas ocasións e amplamente exportado fóra de Europa, semella, xa que logo, unha solución tentadora. De feito, na actualidade estanse realizando numerosas operacións para tentar realzar o valor dunha cultura común dos europeos, fundamentada nun pasado común: tentativas para escribir unha historia de Europa, definir os lugares de memoria europeos, cidades de cultura europea, etc. Mais abundan os obstáculos: en primeiro lugar, porque resulta en extremo difícil europeizar o que se constituíu nun marco nacional. Como chegar, por exemplo, a concibir unha historia común europea cando toda a nosa percepción do pasado está fondamente inscrita nos marcos nacionais? Pensemos neste exem-

plo con que nos atopamos decotío: os billetes de euro se ilustran con elementos arquitectónicos virtuais, xa que tódolos monumentos do espazo europeo se perciben en termos nacionais. Por outra banda, o monolingüismo nacional, que resulta ser un poderoso factor do sentimento de pertenza a unha comunidade e que permitiu o desenvolvemento dun «espazo público» para os cidadáns, constitúe hoxe un dos principais obstáculos para o desenvolvemento dun espazo público europeo. A Europa actual caracterízase por un serio déficit democrático que é imputable, nunha gran parte, a unha falta de espazo público transnacional. Sobre todo, pódese obxectar, ao meu parecer, que o modelo nacional correspondía a unha forma hoxe superada de concepción das relacións sociais e produtivas: homoxeneización dun espazo xeograficamente circunscrito e de fronteiras ben definidas, estritamente xerarquizado e monocéntrico. O modelo da identidade nacional correspondía á era do prelo, dos ferrocarrís e da expansión industrial. A Unión Europea, sen dúbida, debería procurar a súa identidade nas novas topoloxías da posmodernidade, policéntricas e flexibles, nas cales as relacións entre individuos e grupos non seguen liñas inmutables e xerarquizadas. O lema proposto para a Unión, «unidade na diversidade», claramente debería rexeitarse de acordo con estas novas formas de comunicación e produción. Habería que emprender con determinación, xa que logo, empresas innovadoras e unha mudanza conceptual tan radical como a que inspirou, hai dous séculos, a formación das nacións.

Anne-Marie Thiesse

Directora de investigación do CNRS

# bibliografía bibliographie

- ANDERSON, B. (1983) : *Imagined Communities*. London: Verso.
- BAGGIONI, D. (1997): *Langues et Nations en Europe*. Paris : Payot.
- GELLNER, E. (1983): *Nations and Nationalisms*. Oxford: Blackwell.
- HOBBSBAWM, E.; Ranger, T. (1983): *The Invention of Tradition*. Cambridge: Cambridge University Press.
- HOBBSBAWM, E. (1990): *Nations and Nationalisms since 1780*. Cambridge: Cambridge University Press.
- LÖFGREN, O. (1989): «The Nationalization of Culture» in *National Culture as Process, Ethnologica Europea*, XIX, 1, 1989.
- POULOT, D. (1997) : *Musée, Nation, Patrimoine, 1789-1815*. Paris : NRF-Gallimard.
- SMITH, A. D. (1991): *National Identity*. London: Penguin Books.
- THIESSE, A.-M. (1999) : *La Création des identités nationales - Europe XVIII°-XX° siècle*. Paris : Seuil.

## citas citations

- <sup>1</sup> LÖFGREN, O. (1989): «*The Nationalization of Culture*» in *National Culture as Process*. Reedition of *Ethnologica Europea*, XIX, 1, 1989.
- <sup>2</sup> Cf. POULOT, D. (1997) : *Musée, Nation, Patrimoine, 1789-1815*. Paris : NRF-Gallimard.



# notas

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---



---

---

---

---

---

---

---

---

---

---



---

---

---

---

---

---

---

---

---

---



---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

Crear cultura,  
imaxinar país



Vinte e cinco anos  
do Consello  
da Cultura Galega